

Convention 12-363-DNUM-DNUM-0051

PLAN DE RELANCE

VOLET « MISE A NIVEAU NUMERIQUE DE COLLECTIVITES TERRITORIALES »

Convention de financement de projet

ENTRE

La Direction Interministérielle du Numérique,
sise 20 avenue de Ségur, 75007 Paris
représentée par Monsieur Nadi BOU HANNA, en sa qualité de Directeur,
ci-après désignée « **DINUM** »,

D'UNE PART,

ET

Le Syndicat Départemental d'Énergie et des Déchets 52,
sis 40B avenue du Marechal Foch, 52000 Chaumont,
représenté par Monsieur Jean-Marc FEVRE, en sa qualité de Président,
ci-après désigné « **porteur** »

D'AUTRE PART,

Vu la convention entre le ministère de l'Economie, des Finances et de la Relance et le ministère de la Transformation et de la Fonction publiques relative à la délégation de gestion et à l'utilisation des crédits du Plan France Relance,

Vu l'instruction du 9 mars 2021 relative à l'application de la circulaire CCPB2100712C de gestion budgétaire du plan de relance du 11 janvier 2021,

Cette convention de financement de projet conclue entre le Syndicat Départemental d'Énergie et des Déchets 52 et la direction interministérielle du numérique d'autre part, définit les modalités d'exécution du projet, qui conditionnent le versement des crédits.

1. Identification du projet

Nom du projet : Création d'une application smartphone et de sa promotion

Thématique concernée : ITN7 – Volet Dématérialisation

Le dossier de candidature au plan de relance tel que validé par la DINUM est annexé à la présente convention.

2. Identification des acteurs

A. Identification du porteur du projet, signataire de la convention

Dénomination :	Le Syndicat Départemental d'Énergie et des Déchets 52
SIRET :	20005561400057
Adresse :	40B avenue du Marechal Foch, 52000 Chaumont
Établissement code INSEE localité :	52121

B. Identification des collectivité(s) territoriale(s) bénéficiaires du projet lauréat

Le Département de Haute-Marne est bénéficiaire du projet lauréat.

3. Niveau et modalités de co-financement du projet par le plan de relance

Le niveau de cofinancement par année du projet est le suivant :

Crédits <i>(AE=CP pour la partie versante)</i>	2021	2022
Porteur	49.000 €	21.000 €

Le financement 2021 est mis à disposition dès la signature de la présente convention, et le financement 2022 au début de l'année 2022.

Les crédits sont versés sous forme de subvention au porteur. La subvention fait l'objet d'une publicité préalable par la DINUM.

4. Intégration de France Connect et des logos France Relance et NEXT GEN EU

Le porteur du projet s'efforcera de déployer le bouton FranceConnect dans les services en ligne qu'il propose à ses usagers.

Si le projet implique un site accessible sur Internet, alors le porteur s'engage à intégrer sur ce site, en début de parcours, d'une part une mention du cofinancement apporté par France Relance (via notamment l'inclusion du logo France Relance) et d'autre part une mention du cofinancement apporté par l'Union Européenne dans le cadre du plan NEXT GEN EU (également via l'inclusion du logo NEXT GEN EU).

5. Reporting budgétaire

Aucun reporting budgétaire systématique n'est demandé.

Le porteur répondra aux sollicitations de la DINUM (prise d'information, dialogue de gestion).

6. Reporting projet

Le porteur :

1. Fournira, à la DINUM chaque trimestre, un point de situation sur l'état du projet en faisant le lien avec la consommation budgétaire ;
2. Fournira à la DINUM la liste des entreprises, qui bénéficieront de commandes dans le cadre du financement accordé (en précisant, pour celles dont le siège social est établi en France : leur numéro de département et le code SIRET des établissements réalisant les prestations) :
 - A la signature de la présente convention
 - A chaque nouvelle entreprise répondant au critère
 - En fin de projet
3. Facilitera le suivi projet avec la DINUM en nommant un ou plusieurs référents identifiés et répondra à toute ses sollicitations sur l'avancement de son projet ;

4. Le cas échéant, fournira à la DINUM la démonstration d'accès par France Connect à tout ou partie des services misent en œuvre dans son projet.

7. Modifications de la convention

La présente convention peut être modifiée par voie d'avenant signé par les parties en cas de modification de ses modalités d'exécution.

En particulier, toute difficulté majeure dans la réalisation du projet sera portée à la connaissance de la DINUM qui pourra suspendre ou interrompre les financements initialement définis.

Le Président du Syndicat Départemental d'Énergie et des Déchets 52

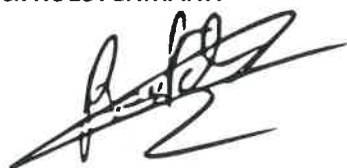
Monsieur Jean-Marc FEVRE



Le Directeur Interministériel du Numérique, M. Nadi Bou Hanna

P/O Le Chef de la mission Transformation Numérique de l'Etat,

Monsieur Patrick RUESTCHMANN



ANNEXE IMPUTATIONS

REFERENCES CHORUS (pour les services bénéficiaires de l'Etat)	
Domaine fonctionnel	0363-04
Centre financier	0363-DNUM-DNUM
Activité(s)	036304030001 Fond ITN
Projet analytique ministériel	12-363-DNUM-DNUM-0051
Localisation interministérielle	52121

